



Programme Avenir Juste – Cordaid
Enquête de perception menée du 12 au 31 octobre 2023

Perceptions relatives à la sécurité dans les régions de **Mopti, Gao** et **Tombouctou** au Mali

///// Restitution de l'enquête de terrain Q4



SIPRI et POINT SUD
Financement Cordaid

PROGRAMME
JUST FUTURE

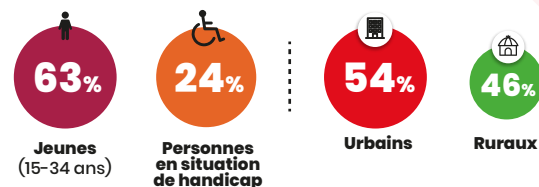


Méthodologie

Dans le cadre du programme « Avenir Juste » financé par Cordaid, SIPRI et son partenaire POINT SUD mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 531 personnes dans les régions de Bandiagara, Gao, Mopti et Tombouctou au Mali dans 16 communes et 19 localités.

Les questionnaires sont administrés par une équipe de trois facilitatrices et sept facilitateurs.

Conformément aux attentes exprimées par CORDAID envers les catégories de populations les moins audibles, une attention particulière est portée à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des personnes déplacées ou réfugiées. L'échantillon se répartit comme suit :



Zones d'enquête

/// Source : carte du Mali, réalisée par Dr. O.Dembélé, coordinateur du projet Avenir Juste au sein de POINT SUD.

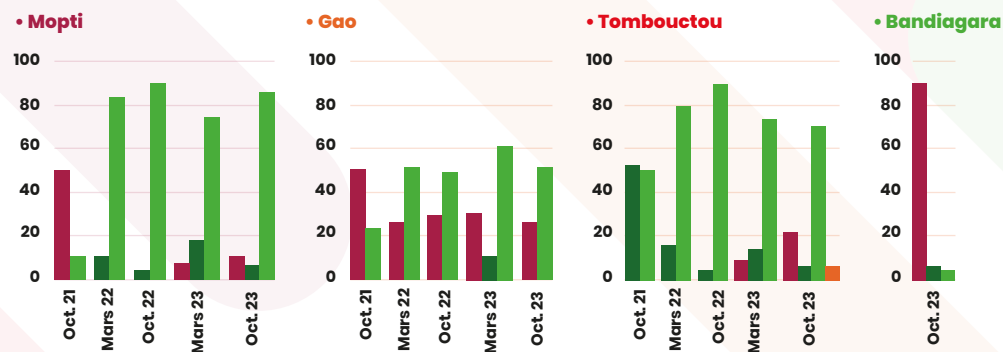
● Limite des régions de l'étude

● Autres régions

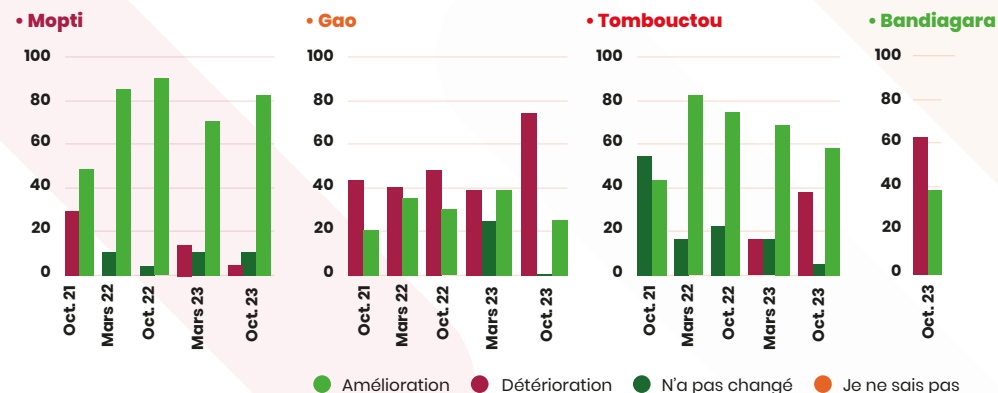


Les perceptions de l'insécurité

Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national



Perceptions de la situation sécuritaire au niveau local





Principales sources d'insécurité par région

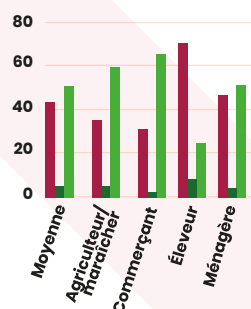


Dans leur environnement immédiat, les répondants indiquent se sentir :



Perception de la situation sécuritaire au niveau local par statut socio-professionnel

Amélioration ●
Détérioration ●
N'a pas changé ●



Les terroristes envoient tout le temps des messages vocaux de menaces à travers le réseau WhatsApp... » (propos d'une jeune femme résidente, Tombouctou, 13 octobre 2023).

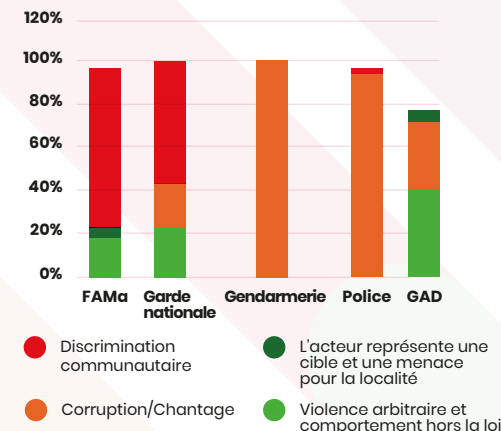


Confiance exprimée envers les acteurs sécuritaires

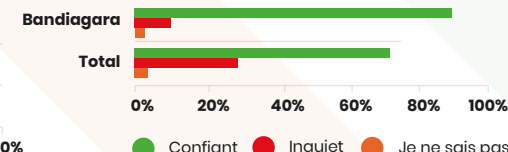
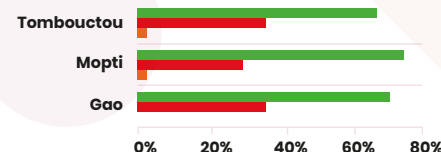
La confiance dans les acteurs de la sécurité reste toujours élevée (entre 80 et 95 % selon les acteurs) mais la perception de ces acteurs varie selon les régions et les communes.



Raisons pour lesquelles les acteurs suivants sont considérés comme des sources d'insécurité :



Départ de la MINUSMA

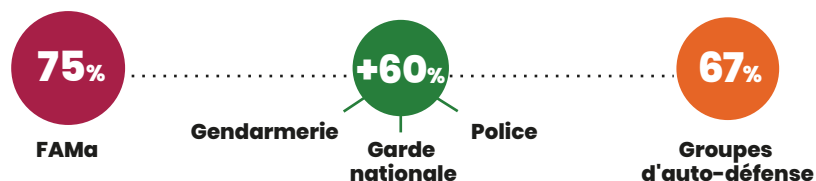


Les relations entre les populations et les forces étatiques de sécurité

Les perceptions recueillies reflètent les impressions subjectives des répondants. Elles fournissent des informations sur la façon dont les personnes comprennent et interprètent ce qu'elles voient, croient, pensent et ressentent et, surtout, comment elles donnent un sens à leur environnement.



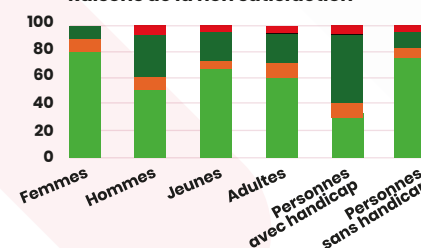
Acteurs sécuritaires perçus comme étant les plus visibles et les plus présents au niveau local



Relations entre les FDS et les populations

En dépit de la persistance des insécurités, les relations entre les populations interrogées et les FDS sont qualifiées de « bonnes » et de « normales ». Notons cependant qu'à Ansongo et Bourem les relations ne sont « pas bonnes ».

Raisons de la non satisfaction

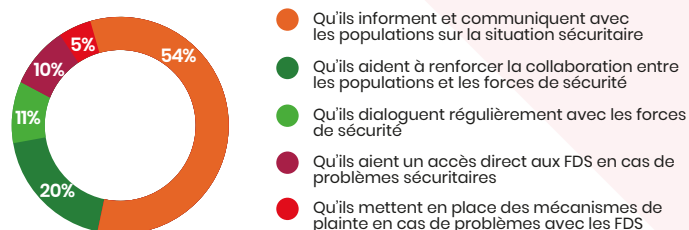


- Les opinions des communautés ne sont pas prises en compte par les FDS
- Les FDS ne connaissent pas bien la réalité locale
- Les FDS préfèrent utiliser la force
- Certaines communautés sont victimes de préjugés

La société civile locale et les questions de sécurité

- La « société civile » est très présente au niveau local : les populations y associent une grande variété d'acteurs allant des autorités traditionnelles et coutumières, les chefs religieux aux organisations de femmes ou de jeunes.
- Les acteurs les plus visibles sont, par ordre d'importance, les associations religieuses, ONG locales et nationales, les associations professionnelles, les associations communautaires, de ressortissants et autres groupements villageois.
- La plupart des acteurs et organisations rencontrées disent s'occuper des questions de sécurité mais les plus actives sont les organisations de jeunes, qui organisent des patrouilles de sécurité et assurent la surveillance des quartiers, des biens et des troupeaux. Les OSC discutent avec les FDS, organisent des rencontres qui portent sur la collaboration entre les FDS et les populations, le renseignement et le partage d'informations mais les populations peinent à voir les retombées concrètes de ces activités de sensibilisation.

Attentes concernant les acteurs de la société civile sur les questions de sécurité



Limites rencontrées par la société civile locale sur les questions de sécurité

Des **limites importantes** restent observées tant dans leur **capacité de fonctionnement que d'action** sur le terrain :

- Gravité de l'insécurité et peur des représailles
- Manque de financements
- Manque d'unité
- Manque de transparence
- Accès limité à l'information sur la sécurité



Conclusions

- **La perception de la situation sécuritaire est moins positive qu'au mois de mars 2023.** La confiance dans le gouvernement de transition et sa volonté de lutter contre les groupes armés terroristes est renouvelée, mais les populations ne voient pas souvent d'amélioration de leur situation au quotidien.
- **Les populations sont asphyxiées économiquement entre l'augmentation des prix, les blocus, les attaques contre les transports de marchandises.** Les atteintes à la liberté de circuler sont de plus en plus importantes et la lassitude des populations augmente. L'insécurité alimentaire est une inquiétude partagée.
- **Chaque citoyen se veut acteur de la sécurité** mais le fait de « dénoncer les personnes suspectes » pose inévitablement la question des dérives possibles. Les populations sont très conscientes de la nécessité de travailler avec les FDS et les OSC pour agir contre les « ennemis communs » mais le manque de formation, d'encadrement et la peur peuvent avoir des conséquences dramatiques.
- Face aux insécurités quotidiennes, les populations sollicitent une présence plus durable des FDS, de la **réactivité, un maillage territorial plus développé** et la multiplication de patrouilles mixtes.



Recommandations



Un déploiement plus opérationnel des FDS dans les zones rurales



Lutter contre les discriminations qui conduisent à des abus et former les FDS au respect des droits humains



Soutenir la mise en place d'une police de proximité



Institutionnaliser à l'échelle nationale les comités consultatifs locaux de sécurité



Le partage d'information sur la sécurité doit se faire à travers des mécanismes discrets et sécurisés pour ne pas exposer les populations